

Un trimestre de bonne croissance

PC et Dow Jones
 OTTAWA

Malgré la hausse des taux d'intérêt, un ralentissement marqué du secteur manufacturier et la crainte générale d'une récession, l'activité économique s'est accélérée davantage qu'on ne l'avait prévu au cours des trois premiers mois de l'année.

Statistique Canada a en effet rapporté hier que le produit intérieur brut —la valeur totale des produits et des services engendrés par l'activité économique— a progressé au cours du premier trimestre à un taux annuel de 2,2 p. cent, après corrections pour tenir compte des facteurs saisonniers et de l'inflation depuis 1986.

C'est une progression beaucoup plus accentuée que la croissance d'un p. cent qu'avaient prévue plusieurs économistes, et mieux que la croissance de deux p. cent enregistrée durant le dernier trimestre de 1989.

«Cela prouve que notre économie n'a tout simplement pas été près d'une récession au cours du premier trimestre», a noté M. Ted Carmichael, économiste principal chez Burns Fry.

Et il faut s'attendre à ce que la Banque du Canada ne voit vraisemblablement pas de raison pour déclarer une trêve dans sa lutte contre l'inflation. Les taux d'intérêt ont atteint leur niveau le plus élevé depuis la récession de 1981-1982, au cours du premier trimestre, alors que la banque centrale essaie de compresser les dépenses au sein de l'économie et de refouler la progression des prix.

«D'après moi, la banque maintiendra fondamentalement la même attitude», a déclaré M. Jeff Rubin, économiste principal chez Wood Gundy.

Le taux d'escompte de la Banque du Canada, actuellement à 13,8 p. cent, devrait encore augmenter un peu, aujourd'hui, selon les analystes. Selon certaines sources, la banque a entrepris de vendre et de racheter des bons du Trésor afin de prévenir une chute des taux d'intérêt. Plus tôt cette semaine, la banque avait fait exactement l'inverse, en injectant de l'argent sur le marché pour empêcher les taux de trop monter en réaction aux problèmes constitutionnels.

Revenus plus élevés

Avec des travailleurs qui ont plus d'argent, les achats de nouvelles automobiles, de meubles et d'appareils ménagers ainsi que les réparations d'automobiles ont contribué à la progression économique.

Durant le premier trimestre, selon Statistique Canada, les gages et salaires ainsi que les revenus supplémentaires ont progressé de 2,2 p. cent au regard du dernier trimestre de l'année dernière. Cette progression a augmenté le revenu moyen des Canadiens de 8,7 p. cent par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Mais, en même temps que les Canadiens voyaient leurs comptes en banque grossir, les compagnies voyaient leurs bénéfices fondre considérablement durant le premier trimestre.

Selon Statistique Canada, les bénéfices avant taxes des sociétés ont alors diminué de 14,5 p. cent comparativement à la période correspondante de l'an dernier et de 2 p. cent au regard de leur niveau du quatrième trimestre de l'an dernier.

Investissements moindres

La chute importante des profits des sociétés entraînera vraisemblablement une baisse des dépenses d'immobilisation, qui constituent un élément majeur de la force de l'économie canadienne, a prédit M. Rubin.

Les investissements des sociétés ont contribué à une importation considérable de machineries et d'équipements au Canada, et en même temps à la réduction du surplus commercial du pays.

Tout ralentissement du secteur des importations se traduit par une amélioration des résultats de notre économie, a expliqué M. Rubin.

La perte annuelle de Campeau atteint 1,7 milliard \$ US

Le secteur immobilier demeure rentable

PAUL DURIVAGE

La société torontoise Campeau, en sérieuses difficultés financières, a essuyé un déficit monstre de 1,7 milliard US au cours de son exercice financier terminé le 31 janvier dernier, une chute brutale de la rentabilité par rapport aux pertes de 34 millions \$ US encourues l'année précédente.

Par action ordinaire, la perte du dernier exercice s'établit ainsi à 39,59 \$ alors que le cours du titre en Bourse est présentement de seulement 1,95 \$. Les actions s'échangeaient pour 22,25 \$ il y a moins d'un an et 60,50 \$ avant le fractionnement sur la base de deux actions pour une, en 1987.

Ces pertes colossales sont essentiellement attribuables aux filiales de vente au détail, Federated et Allied Department Stores, présentement sous la protection de la loi américaine des faillites. En plus d'assumer des frais annuels de financement de 1,2 milliard \$ US pour ces magasins, Campeau a pris une radiation de 958 millions \$ US sur l'achalandage de Federated pour réduire ce poste comptable à un peu moins de 1,3 milliard \$ US.

La pleine comptabilisation des résultats de Federated et Ralphs Grocery, acquises en 1988, a néanmoins résulté en une hausse de près de 20 p. cent des ventes consolidées du groupe Campeau qui atteignent maintenant 10,4 milliards \$ US. N'eût été des frais de financement de leur acquisition, ces deux entreprises seraient par ailleurs rentables.

En dévoilant les résultats de ses deux chaînes de magasins un peu plus tôt cette semaine, le président Robert Campeau souligna qu'ils étaient meilleurs que prévu. Les perturbations financières de ces entreprises, ont causé en effet un manque d'inventaires au début de l'année, situation qui s'est remplacée depuis.

Fait à noter, Campeau a réalisé des bénéfices nets de 23 millions \$ US (contre 124 millions \$ en 1988) pour ses seules activités immobilières. Ce secteur traditionnel d'activité a également vu une croissance de près de 20 p. cent des revenus à 202 millions \$ US.

«Les revenus tirés des activités immobilières ont été très forts au cours du dernier exercice, ce qui suggère que Campeau peut survivre sans ses opérations de vente au détail», commente Janet Mangano, une analyste de la firme Josephthal and Co. de New York.

En général, les quelques analystes financiers qui s'intéressent encore aux péripéties financières de Robert Campeau étaient réticents hier à analyser sa performance du dernier exercice, faute de plus de précisions. Le rapport annuel de l'entreprise, qui sera publié d'ici quelques jours, devrait aider à éclairer leur lanterne.

Campeau, qui bénéficie d'une patience exceptionnelle de la part de ses créanciers, poursuit la disposition ordonnée de certains de ses biens. Au cours du dernier exercice, l'entreprise a ainsi obtenu 101 millions \$ US de la vente de Ann Taylor, une division de la chaîne Allied, et 104 millions \$ US de la vente de certains immeubles à San Francisco et Vancouver.



Les magasins de vente au détail, comme celui-ci qui se trouve à Boston, sont responsables du déficit annuel de Campeau.

Hydro-Québec ne croit pas que le morcellement lui serait profitable

RUDY LE COURS

Sans nier l'ampleur des «difficultés conjoncturelles» qui agitent Hydro-Québec, son président et chef de l'exploitation Claude Boivin met en garde les tenants de son morcellement qui lancent cette idée sans en peser les conséquences.

La société d'État «ne peut se permettre de se faire tirer dans les pattes par des partenaires dont la coopération lui est essentielle», a-t-il lancé hier à la tribune de l'Association des manufacturiers canadiens (AMC), celle-là même qui préconisait le morcellement comme solution à sa productivité jugée trop faible.

M. Boivin ne s'est pas gêné pour qualifier de solution-mirage la proposition de l'AMC à qui il demande de cesser d'étaler ses critiques sur la place publique «sans analyse exhaustive» et reproche «d'ignorer le fonctionnement intégré d'un grand réseau électrique de production transport et distribution».

Fait singulier, le vice-président et directeur général de l'AMC-Québec, Richard Le Hir, a profité du moment de remerciement du conférencier invité pour nuancer les propos qu'il tenait encore il y a quelques semaines lors de la commission parlementaire étudiant la situation de l'énergie électrique: «Quand Hydro-Québec éprouve des difficultés, c'est un peu comme quand le Canadien ne gagne pas la coupe Stanley: on ne comprend pas.» Il a reconnu plus tard à La Presse que le morcellement ne convenait pas à la rigueur. Mais «si ça s'améliore on devrait pouvoir le juger assez rapidement», ajoutait-il du même souffle laissant bien entendre que la trêve de critiques sur la place publique ne sera pas forcément éternelle.

M. Boivin a soutenu qu'Hydro-Québec avait réalisé une amélioration structurelle de sa productivité durant la première moitié des années quatre-vingts. Reste la productivité individuelle de son personnel, tâche à laquelle elle compte bien s'attaquer puisque le conflit de travail est terminé.

Aux tenants du morcellement, il a rappelé que c'était là la porte ouverte à une remise en question du principe d'uniformisation des tarifs,



Claude Boivin

Xerox Canada pourrait vendre sa division de crédit-bail

RICHARD DUPAUL

Le fabricant de photocopieurs, Xerox Canada, pourrait vendre une partie de sa division crédit-bail dans le cadre d'une révision de ses activités de financement, a affirmé hier à La Presse une responsable de la compagnie.

Selon le vice-président du financement commercial, R.J. Kelly, Xerox étudie «plusieurs options» dans le but de maximiser sa filiale, la société financière Xerox Canada. «Nous nous penchons sur la question actuellement. La vente de la division du crédit-bail est l'une des solutions envisagées. Mais aucune décision n'a encore été prise», a-t-il déclaré.

Xerox Canada offre depuis plusieurs années du financement à ses clients qui achètent ses produits. En 1985, la compagnie a étendu son champ d'action dans le domaine du financement à long terme —ou crédit-bail— pour se diversifier dans les secteurs de l'automobile, les services publics et le secteur industriel.

Xerox Canada semble suivre les traces de sa société-mère, Xerox Corp, détenteur de 80 p. cent des actions. Il y a deux semaines, Xerox Corp. de Stamford au Connecticut, annonçait qu'elle avait retenu les services de la firme Salomon Brothers pour la vente de sa division de

ce qui ne serait pas sans conséquences pour les entreprises.

Le numéro deux d'Hydro-Québec s'est évidemment livré à un panégyrique des mesures d'appui tarifaire et technique de la société d'État aux entreprises, quelle que soit leur taille.

Il a fait valoir que seuls les tarifs d'électricité auraient baissé en termes réels de 1985 à 1990 et que les hausses actuelles sont essentielles pour assurer la santé financière en équilibre précaire d'Hydro-Québec.

Il a exhorté enfin les gens d'affaires à aider la société à redevenir l'entreprise modèle de services publics, les invitant à réfléchir à la question suivante: que serait le Québec sans Hydro-Québec?

crédit-bail. La valeur du porte-feuille de prêts du géant américain se situe à 2,2 milliards \$ US.

M. Kelly a précisé que Xerox Canada ne songe pas, pour l'instant, à se retirer complètement du financement. La révision toucherait certains champs de la Société financière Xerox Canada, dont celui du crédit-bail de produits à valeur élevée.

Xerox a pris sa décision de revoir ses activités de financement surtout à cause des changements fiscaux contenus dans le dernier budget fédéral. Ces changements ont pour effet de diminuer les avantages fiscaux associés à l'achat d'équipements par la méthode du crédit-bail, ce qui rend ce secteur moins prometteur, a dit M. Kelly.

Xerox Canada Finance est l'une des plus importantes sociétés de crédit-bail au Canada avec un portefeuille de prêts qui dépasse 1,5 milliard \$. Les services financiers ont rapporté à Xerox quelque 200 millions \$ en 1989 (en hausse de 14 p. cent par rapport à l'année précédente), représentant 17 p. cent du chiffre d'affaires de la compagnie (1,1 milliard \$).

Xerox Canada, dont les actions sont inscrites en Bourse, est détenue à 80 p. cent par Xerox Corporation, leader mondial dans le marché des photocopieurs et de l'équipement de bureau.



Claude Picher

Canusamex

Ce n'est pas encore fait, loin de là, mais c'est dans l'air. Le sujet qui fait jaser Washington et New York, par les temps qui courent, c'est le projet de libre-échange entre les États-Unis et le Mexique.

La semaine dernière, les deux présidents se sont entendus sur l'objectif, et les hauts fonctionnaires des deux pays ont commencé à discuter. Bien que ces pourparlers n'aient encore aucun caractère officiel, on s'attend à ce qu'ils se poursuivent jusqu'en décembre, alors que le président mexicain Carlos Salinas aura une nouvelle rencontre avec son homologue américain.

Si tout va bien, le Mexique pourrait alors, dans les premiers mois de 1991, demander formellement aux États-Unis l'ouverture de négociations officielles, qui pourraient s'étaler sur deux ou trois ans. Ainsi, probablement quelque part en 1993 ou 1994, Mexicains et Américains vivront sous le régime du libre-échange.

Loin de nous, tout ça? Oh que non! La signature d'un accord américano-mexicain de libre-échange aura un impact considérable sur l'économie canadienne.

BLOCS

Au départ, l'idée est assez simple. L'heure est à la formation de grands blocs régionaux. Dans deux ans, l'Europe unifiée représentera une force économique tout à fait capable de malmener les puissants Américains. Et elle a de bonnes chances, quelques années plus tard, d'être renforcée par les nouveaux joueurs de l'Est, Tchecoslovaquie et Hongrie en particulier. Pendant ce temps, à l'autre bout du monde, les nouveaux barons qui s'agitent dans la mouvance japonaise commencent à montrer sérieusement les dents.

Les États-Unis ont beau être la première puissance économique mondiale, ils ne peuvent rester seuls dans leur coin. Ils doivent, eux aussi, former bloc avec leurs voisins. D'où le concept d'un vaste marché commun nord-américain, englobant Canada, États-Unis et Mexique.

L'empressement des Mexicains, dans ce dossier, contraste avec la tiédeur, pour ne pas dire l'hostilité qu'un grand nombre de Canadiens, surtout à l'extérieur du Québec, ont manifestée à l'égard du libre-échange, il y a deux ans.

C'est que le libre-échange avec les États-Unis est perçu de façon bien différente, selon que l'on est Canadien ou Mexicain.

D'un point de vue mexicain, ce n'est pas l'accès au marché américain qui est prioritaire, mais les investissements. Le traité est encore bien loin d'être signé, et pourtant, certaines multinationales américaines ont déjà annoncé leur intention d'implanter d'importantes usines au Mexique. Et elles ne cachent pas que ces usines alimenteront l'ensemble du marché nord-américain, Canada inclus. La main-d'œuvre mexicaine est en moyenne huit fois moins chère qu'aux États-Unis. Enlevez par dessus le marché les barrières tarifaires, et vous n'aurez aucune raison de les blâmer. Produire des biens à une fraction du coût américain puis les exporter aux États-Unis (et au Canada) sans frais de douane, c'est une aubaine!

Inutile de dire que les syndicats et les petites entreprises hurlent au meurtre. On pourrait même se demander, finalement, si les États-Unis ont vraiment intérêt à signer. Après tout, pourquoi mettre en jeu des milliers d'emplois aux États-Unis pour «conquérir» un marché qu'ils contrôlent déjà en bonne partie et qui, de toute façon, est à peine plus riche que le Québec?

DE BONNES RAISONS

D'abord, parce que les emplois qui seront créés au Mexique sont déjà menacés aux États-Unis. Il s'agit d'emplois reliés à la fabrication dans des secteurs traditionnels, et qui n'ont rien à voir avec les emplois haut de gamme que les Américains entendent bien conserver. Si ce ne sont pas les Mexicains qui obtiennent ces emplois, ce seront les Brésiliens, les Coréens, les Thaïlandais qui pourront, barrières tarifaires ou non, produire leurs biens à meilleur coût que les entreprises américaines. Entre Taiwan et le Mexique, aussi bien s'allier à son voisin immédiat....

Le libre-échange, en favorisant la création d'emplois au Mexique, limitera le flot d'immigrants illégaux; entre un Mexicain qui traverse le Rio Grand en cachette pour aller travailler aux États-Unis, ou celui qui occupe chez lui un emploi créé par une multinationale américaine, les États-Unis préfèrent le second.

Les États-Unis retireront aussi d'authentiques avantages de l'accord, notamment un accès plus facile aux ressources minières et pétrolières du Mexique. Enfin, malgré ses inconvénients, la création d'un bloc nord-américain dominé par Washington place les Américains en bien meilleure posture face aux Européens et aux Asiatiques.

SAUTER DANS LE TRAIN...

Le Canada, dans tout cela, doit être extrêmement vigilant. Nous avons déjà un traité de libre-échange avec les États-Unis, et ceux-ci s'approprient à en signer un avec le Mexique; cela veut dire qu'il n'existera finalement plus de barrières entre le Canada et le Mexique.

À partir du moment où le Mexique peut produire des biens à coût infiniment inférieur à celui du Canada, et que les barrières tarifaires tombent dans l'ensemble du continent, les Canadiens peuvent très certainement s'inquiéter au sujet de leurs emplois.

C'est pour cela que le Canada n'a pas le choix. Il doit prendre une part active aux négociations parce qu'il est directement concerné. Les États-Unis et le Mexique le reconnaissent d'ailleurs, puisqu'ils lui ont tous deux ouvert une porte en ce sens.

Pourtant, à Ottawa, on semble hésiter. Le ministre John Crosbie vient d'annoncer que le Canada ne décidera qu'en septembre prochain s'il doit ou non participer aux négociations. Quelle question! Compte tenu des enjeux énormes qui se profilent derrière les pourparlers Washington-Mexico, c'est maintenant que le Canada doit sauter dans le train...

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
1825,02 (+1,18) (+0,06%)	3530,48 (+1,43) (+0,04%)	2895,05 (+1,49) (+0,05%)	350,50 (+1,40) (+0,40%)	\$ + 10 / 100 85,30

NOMINATIONS CHEZ SHELL CANADA



Carmine Falcone



Ray Cej



John Lyon



Richard Duke

Shell Canada Limitée annonce les nominations suivantes à la haute direction de son groupe des Produits qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 1990 :

Carmine Falcone a été nommé vice-président exécutif, Produits. Il s'est joint à Shell en 1968. Au cours de sa carrière il a acquis une vaste expérience dans les secteurs de l'exploitation, des stratégies et du marketing. Au sein de la haute direction, il a occupé le poste de vice-président, stratégies et plus récemment de vice-président, complexe de l'Ouest. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il sera responsable de la fabrication, de la distribution et de la commercialisation des produits pétroliers de Shell Canada ainsi que de la pétrochimie.

Ray P. Cej a été nommé vice-président, logistique, fabrication et échanges. Il a commencé chez Shell en 1969 dans le secteur des Ressources. Depuis, il a rempli diverses fonctions de gestion à l'intérieur de Ressources et plus récemment il a occupé le poste de vice-président, développement. Il sera désormais responsable de l'approvisionnement, de la fabrication et du transport des produits pétroliers et pétrochimiques de Shell Canada ainsi que de ventes directes de produits pétroliers sur les marchés de produits sans marque.

John L. Lyon a été nommé vice-président, marchés de détail. Il est entré chez Shell en 1962 et a acquis une solide expérience tant à l'échelle nationale qu'internationale au sein de l'organisation Shell. Il a été vice-président, produits chimiques (président de Shell Chimie du Canada) et a occupé plus récemment le poste de vice-président, complexe de l'Est. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il sera responsable de la vente au détail des produits de marque, des dépanneurs alimentaires, de la publicité relative aux produits et de la mise en valeur du réseau.

Richard H. Duke a été nommé vice-président, commercial. Il a débuté chez Shell en 1966 dans le groupe de Produits où il a rempli diverses fonctions en marketing et dans le secteur des ventes. Plus récemment, il a accédé au poste de directeur du marketing pour le complexe de l'Ouest. À titre de vice-président, marchés commerciaux, il sera responsable des centres Thermoshell, du secteur de l'aviation - détail, des ventes industrielles et lubrifiants ainsi que du réseau des agences.

PHOTOCOPIES URGENTES? En noir? En couleurs? De qualité? A bas prix? Vite faites? Alors, adressez-vous à SCRIBEC, 385-9400, 45, RUE JARRY EST. 8h1/2 à 20h. Samedi, 10h1/2 à 16h.

AVIS DE NOMINATIONS



Me Robert J. Stocks

Me Jean H. Lafleur, c.r., président du Comité exécutif de Martineau Walker, a le plaisir de faire part des nominations de Me Robert J. Stocks, de Me David W. Rothschild et de Me Michiko Hara au sein du cabinet de Montréal.

Robert J. Stocks est diplômé en droit de l'Université McGill et compte près de trente ans de pratique active, particulièrement dans les domaines du droit commercial et corporatif, y compris des fusions, des acquisitions et financements, des coentreprises, des investissements étrangers et de l'établissement de sociétés étrangères au Canada. M. Stocks siège présentement au Conseil d'administration d'une vingtaine d'entreprises dont plusieurs ont leur maison mère dans le Sud-Est asiatique. Il est de plus président de la Chambre de commerce Canada-Suède.

David W. Rothschild détient une licence en droit de l'Université de Sherbrooke. Il a acquis une vaste expérience pratique en litige et en droit commercial. Me Rothschild a développé au fil des ans une importante pratique et dessert ses clientèles canadienne et japonaise dans les domaines de sa spécialisation.

Michiko Hara détient une licence en droit de l'Université d'Ottawa. Diplômée de l'Université de Keio à Tokyo, Me Hara a fait des stages d'études à l'Université de Paris III et à l'Académie de droit international à La Haye. Elle a acquis une solide expérience en droit commercial et corporatif, particulièrement en droit commercial international, et dessert une importante clientèle canadienne et japonaise. Me Hara est aussi reconnue comme auteure et conférencière sur les aspects légaux du commerce international.

Me Stocks, Me Rothschild et Me Hara apportent une contribution importante à l'équipe de droit commercial international de Martineau Walker et de Fasken Martineau Davis. Fasken Martineau Davis constitue le plus grand cabinet canadien d'envergure internationale, avec des bureaux à Montréal, Québec, Toronto, Vancouver, Londres et Bruxelles.

Martineau Walker

AVOCATS

**GRANDE
VENTE
D'ÉTÉ
JUSQU'À
50%
ET PLUS
SUR TOUTES NOS COLLECTIONS
HAUTE-COUTURE POUR HOMMES**



88-89-90

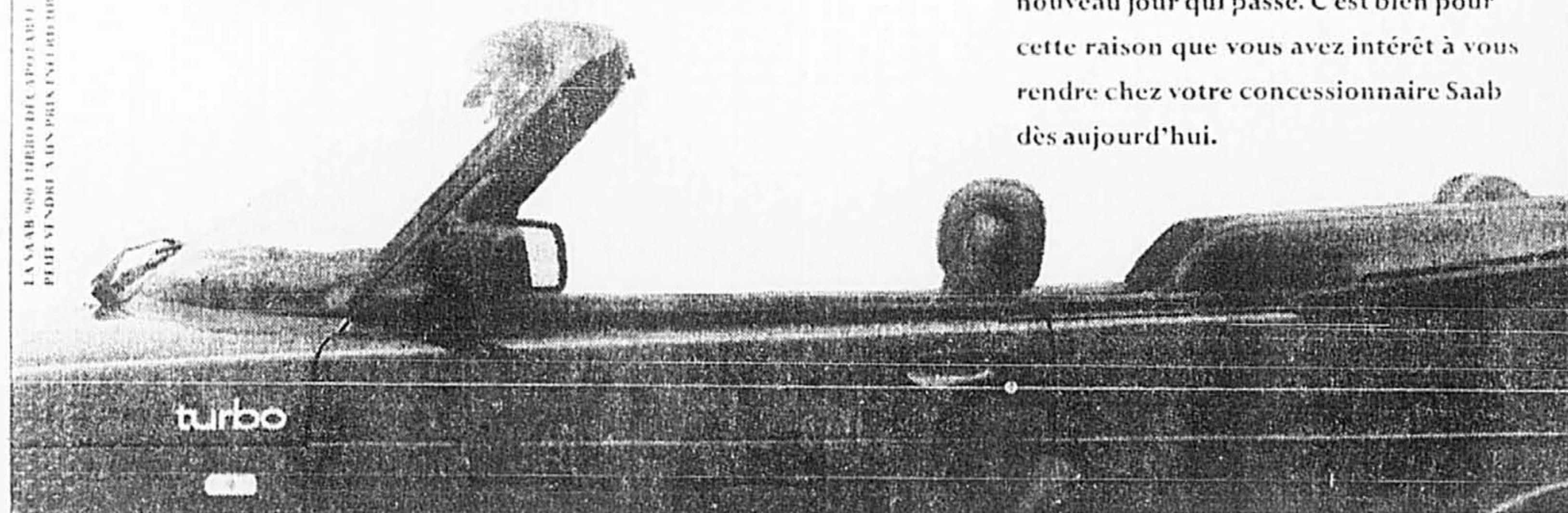
EXCLUSIVEMENT AU
1 4 5 2 P E E L

**L'UOMO
montréal**

UN NOM, UNE ADRESSE
L'UOMO MODA INC • 844-1008

**LA SEULE LIMITATION,
C'EST LE FAIBLE NOMBRE
DE VOITURES À VENDRE : 78**

La Saab 900 Turbo décapotable vous ouvre de nouveaux horizons. C'est sans l'ombre d'un doute une voiture classique, une voiture qui accèdera sûrement au Temple de la renommée de l'automobile. Et cela pour une raison très simple : ses performances... D'étonnantes performances, sans compromis, en ligne droite ou dans les virages en épingle. On donne naissance à de telles automobiles, on ne les fabrique pas, et elles sont produites en nombre limité. Si la présente année ressemble aux précédentes, le nombre déjà limité de voitures disponibles deviendra encore plus limité avec chaque nouveau jour qui passe. C'est bien pour cette raison que vous avez intérêt à vous rendre chez votre concessionnaire Saab dès aujourd'hui.



turbo

SAAB

VOUS L'AIMEREZ À COUP SÛR

LAVIGNE AUTOMOBILES

37 rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Bellevue
Téléphone: 457-5327

ROBERT BARRELL AUTO INC.

11355 Côte-de-Liesse, Dorval
Téléphone: 631-4387

SAAB ÉLÉGANTE

16, Rabastalière, St-Bruno
Téléphone: 653-6920

SAAB ÉLÉGANTE

4350 boul. Métropolitain Est, Montréal
Téléphone: 374-6550

ABITIBI-PRICE

Abitibi-Price Inc. - Avis de dividende

Avis est par les présentes donné qu'un dividende de douze-cents et demi (12 1/2¢) par action a été déclaré les actions ordinaires en circulation de la Société, payable le 31 juillet 1990 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 16 juillet 1990.

Par ordre du Conseil
M.D. Thompson
Vice-président,
chef du contentieux
et secrétaire

Toronto, Ontario
le 18 juin 1990

**JUSQU'À
60%
DE RABAIS**

Ca bouge chez Henri Vézina, à vrai dire ça déménage! Notre magasin de Laval, jusqu'à maintenant situé au 243, boulevard des Laurentides, déménage au 2520, boulevard Daniel-Johnson le 4 juillet. Quelle belle occasion pour faire une vente de déménagement! Alors, du 16 au 30 juin, venez profiter de nos rabais allant jusqu'à 60% sur toute la marchandise en magasin, et ce dans nos deux magasins, Laval et Montréal! Vous souhaiterez que l'on déménage plus souvent.

HENRI VEZINA

920, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
Tél: (514) 844-1971

243, boul. des Laurentides, Laval
Tél: (514) 669-1751

CLARK WOODS
ROCHFORD FORTIER

Me Jacques Des Marais

L'étude Clark Woods Rochford Fortier a le plaisir d'annoncer que Me Jacques Des Marais s'est joint à l'étude à titre d'associé. Me Des Marais apporte à l'étude plus de 15 années d'expérience acquises en pratique privée dans les secteurs du droit corporatif et commercial et du droit fiscal.

Me Des Marais détient un baccalauréat en droit de l'Université McGill et est membre du Barreau du Québec. Me Des Marais détient en outre une licence en sciences commerciales de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal et est membre de l'Ordre des Comptables Agréés du Québec.

L'étude Clark Woods Rochford Fortier est spécialisée dans les secteurs du litige civil et commercial, du droit de l'assurance, du droit corporatif et commercial, du financement public et privé, du droit fiscal et de la propriété intellectuelle.

CLARK WOODS ROCHFORD FORTIER
1245, rue Sherbrooke Ouest
Bureau 2000
Montréal (Québec)
H3G 1G2

Les chômeurs de l'Est n'ont pas grand espoir

RICHARD DUPAUL

■ Les 35 000 personnes sans emploi et aptes au travail dans l'Est de Montréal sont en grande partie (42 p. cent) des prestataires de l'aide sociale, dont très peu ont un diplôme post-secondaire (6 p. cent) et dont un nombre inquiétant (39 p. cent) disent n'avoir ni la compétence ni l'expérience pour dénicher un emploi à court ou à moyen terme.

Tel est le portrait désolant que brosse une étude de la Commission de formation professionnelle de la main-d'œuvre (CFP) de la région métropolitaine et qui a été dévoilé hier.

La situation économique désastreuse de l'Est est bien connue: ce quartier est l'un des secteurs de Montréal qui ont été le plus touchés par les fermetures d'usines (raffinerie Gulf Canada, Johnson & Johnson, etc.); on y compte 38 000 chômeurs au total (selon le groupe Pro-Est), soit 21 p. cent des sans-emploi de Montréal.

Or l'étude du CFP, réalisée à partir d'un sondage auprès de 800 personnes, vise à déterminer la capacité des chômeurs à réintégrer le milieu du travail. À ce chapitre, l'Est de Montréal semble sur une pente quasi irréversible.

On y décrit les sans-emploi comme «faiblement scolarisés» et «peu employables», notamment chez les 15 à 24 ans (deux sur cinq n'ont même pas de diplôme d'études secondaires).

Dans le cas des bénéficiaires de l'aide sociale (15 000), la moitié ne cherche pas d'emploi principalement en raison de leur âge, de problèmes de santé ou d'un manque d'expérience. Seulement 5 p. cent des répondants suivent actuellement une formation ou sont en stage. De plus, 38 p. cent reçoivent de l'aide sociale depuis plus de cinq ans, ce qui en fait des personnes «très peu employables», souligne Nicole Moreau, agente d'information au CFP.

La situation est moins troublante pour les prestataires de l'assurance-chômage (20 000): d'abord ceux-ci sont plus scolarisés (45 p. cent ont un secondaire V) et la moitié cherchent un emploi correspondant à leur expérience de travail. Le CFP souhaite que l'étude (200 pages) permette aux différents intervenants de mieux cibler leurs efforts de relance, notamment au niveau de la formation et de l'octroi de stages.

Québec-Téléphone émet des obligations

■ En juillet 1990, Québec-Téléphone lancera une émission d'obligations, première hypothèque, série U, d'une valeur de 30 millions \$ par le biais d'un placement privé. Ces obligations porteront intérêt à 11,50 p. cent et viendront à échéance le 15 juillet 2010. Le produit de cette émission servira à rembourser les emprunts à court terme contractés pour financer le programme de construction et d'expansion de la compagnie.

Sun Life ou Desjardins? Une décision est imminente chez Steinberg

LAURIER CLOUTIER

■ Steinberg doit prendre cette semaine, au plus tard demain, une décision finale concernant l'octroi de son important contrat d'assurances collectives, à la Sun Life, de Toronto, ou à l'Assurance-vie Desjardins.

Le comité paritaire de la compagnie et des employés a bien tenu la réunion prévue, vendredi, avec l'actuaire-conseil Martineau Provencher & Associés, mais il a décidé de surseoir à sa décision, selon des sources bien informées.

Il fut impossible de connaître les raisons du report de la décision sur le contrat d'assurances des 10 000 employés qui rapporte près de 25 millions \$ de primes en trois ans. Sun Life tente de

l'enlever de haute lutte et de reprendre le marché perdu au Québec.

Gilles Juneau, porte-parole de l'AVD, déclare que l'assureur «a révisé certains chiffres légèrement à la baisse. On peut le faire plus que Sun Life parce qu'on connaît très bien le dossier de Steinberg. Mais l'AVD n'a ni coupé les primes, ni fait du dumping».

Michel Gaucher, président de Steinberg, avait demandé au comité paritaire, le 16 mai dernier, de geler son processus de décision. Une manchette de *La Presse* dévoilait alors que le comité paritaire venait d'octroyer le contrat à la Sun Life, neuf mois après l'acquisition de Steinberg par l'entrepreneur nationaliste, avec

des capitaux de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Sun Life allait hériter du contrat le premier juin et fut des plus courroucées que l'affaire soit rendue publique, selon des sources.

LES ENTREPRISES REPAP INC. AVIS DE DIVIDENDE

Le 14 juin 1990, le conseil d'administration de Les Entreprises Repap Inc. a déclaré un dividende de 0,07\$ par action à droit de vote subalterne et par action à droit de vote multiple relativement au second trimestre de 1990. La date de clôture des registres est le 29 juin 1990 et la date de paiement est le 31 juillet 1990.

Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée NOMINATION



ANTHONY IASENZA

M. Anthony Iasenza est nommé contrôleur, annonce M. David G. Toole, premier vice-président, Finances, comptabilité et logistique de Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée.

M. Iasenza est comptable agréé et il a obtenu un baccalauréat en Commerce (1967) de l'Université de Montréal. Il est entré au service de la Société en 1974 et, depuis, il a occupé des postes de responsabilité croissante dans le domaine financier, dont le plus récent à titre de premier contrôleur adjoint et trésorier adjoint.

Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée est l'un des plus importants producteurs intégrés de produits forestiers au monde. La Société possède des installations dans six secteurs industriels: papier journal et papier non couché à base de pâte mécanique, pâte, cartonnage et emballage, papier blanc, papier ouaté et bois d'œuvre. Elle possède 27 usines de fabrication et de transformation dans tout le Canada et elle emploie environ 15 000 personnes.

LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DU QUÉBEC



Jean Précourt, f.c.g.a.

Monsieur Jean Précourt, f.c.g.a., a été élu président de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés (CGA) du Québec, lors du Congrès des CGA qui s'est déroulé à Hull, du 14 au 17 juin dernier.

Élu pour l'année 1990-1991, le nouveau président œuvre présentement à titre de directeur, Comptabilité de l'entreprise au siège social d'Hydro-Québec. Diplômé en sciences comptables de l'École des HEC, monsieur Précourt assure également, depuis plus de dix ans, des charges d'enseignement à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill.

Membre de la Corporation depuis 1977, monsieur Précourt a siégé au Bureau, au comité administratif et sur de nombreux comités, tant au niveau provincial que national. Sous sa présidence, le Comité administratif sera composé de:

- Richard Soulière, f.c.g.a. vice-président
- Rénauld Vigneault, c.g.a. 2^e vice-président
- Louis LeBrun, c.g.a. administrateur élu
- Yvan Bastien, a.g. MSc. administrateur nommé
- Jacques Héu, f.c.g.a. président sortant et secrétaire

La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés (CGA) du Québec compte actuellement 4 850 membres et quelque 6 000 étudiants.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

A 1^{ère} et 2^e, balance de vente, notaire Labrecq 729-4334
A1 PRET SUR HYPOTHEQUE 1^{ère}, 2^e, balance de vente. 388-9154

ARGENT à prêter, 1^{ère}-2^e hyp., solde de prix de vente, Radino et Silicani Notaires, 381-9280.

ARGENT, 1^{ère} et 2^e hyp., jusqu'à 85%. Résidentiel, commercial, industriel, S.N.C.H. enr. 987-1993

HYPOTHEQUES (1^{ère}, 2^e, balance de vente). Notaire Rivet 389-8484

HYPOTHEQUES PLUS ELEVEES? Taux moindres?

Es-ce possible? Tel. Finor 845-7875, multi résidentiel - industriel

PLACEMENTS SEVILLE INC. (Établi 1975) 1^{ère}, 2^e hyp., résidentielle, commerciale, 672-5452.

PRETS hypothécaires, 1^{ère}, 2^e, 3^e à 85%, refinancement; balance de vente. Rock, SFRA, 276-7232.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE, commerce situé à St-Leonard, dans le domaine des pièces, pour réparation de portes et fenêtres et équipement d'estampillage et de machine. Communiquer avec René Beaudenard ou 364-2271.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHETONS surplus, faillite, abandon d'affaires de tout genre, etc. 690-0488 - 1-429-3333 - fax: 1-225-0085

ASSOCIE demandé pour ensemble immobilier en pleine expansion. Jean René 652-7048.

CIE DE SERVICES MANAGERS établie, avec excellents contrats, recherche investisseurs sérieux, pour pouvoir prendre expansion, excellent taux de rendement. 671-6808

DISTRIBUTEURS à boissons alcoolisées. Route établie depuis 20 ans dans la région de Pointe-Claire-Dorval/Beaconsfield. 695-9866 après 18 h

GUIDES-SCIÉS circulaires, pour orfèvres et menuisiers, avec moule et brevet. Valeur 40 000 \$. Accepte meilleure offre. 326-6015.

L'IMMOBILIERE INC.

— votre immeuble vacant

— votre société en commandite vous coûte cher

— vous n'obtenez plus un bon rendement sur votre placement

— vous avez un taux d'endettement ou de vacance trop élevé

Notre équipe de professionnels est là pour vous aider

Communiquez avec nous: Tel. (514) 529-4008 Fax: (514) 529-4020

148-2834 H 216

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHETONS surplus, faillite, abandon d'affaires de tout genre, etc. 690-0488 - 1-429-3333 - fax: 1-225-0085

ASSOCIE demandé pour ensemble immobilier en pleine expansion. Jean René 652-7048.

CIE DE SERVICES MANAGERS établie, avec excellents contrats, recherche investisseurs sérieux, pour pouvoir prendre expansion, excellent taux de rendement. 671-6808

DISTRIBUTEURS à boissons alcoolisées. Route établie depuis 20 ans dans la région de Pointe-Claire-Dorval/Beaconsfield. 695-9866 après 18 h

GUIDES-SCIÉS circulaires, pour orfèvres et menuisiers, avec moule et brevet. Valeur 40 000 \$. Accepte meilleure offre. 326-6015.

L'IMMOBILIERE INC.

— votre immeuble vacant

— votre société en commandite vous coûte cher

— vous n'obtenez plus un bon rendement sur votre placement

— vous avez un taux d'endettement ou de vacance trop élevé

Notre équipe de professionnels est là pour vous aider

Communiquez avec nous: Tel. (514) 529-4008 Fax: (514) 529-4020

148-2834 H 216

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHETONS surplus, faillite, abandon d'affaires de tout genre, etc. 690-0488 - 1-429-3333 - fax: 1-225-0085

ASSOCIE demandé pour ensemble immobilier en pleine expansion. Jean René 652-7048.

CIE DE SERVICES MANAGERS établie, avec excellents contrats, recherche investisseurs sérieux, pour pouvoir prendre expansion, excellent taux de rendement. 671-6808

DISTRIBUTEURS à boissons alcoolisées. Route établie depuis 20 ans dans la région de Pointe-Claire-Dorval/Beaconsfield. 695-9866 après 18 h

GUIDES-SCIÉS circulaires, pour orfèvres et menuisiers, avec moule et brevet. Valeur 40 000 \$. Accepte meilleure offre. 326-6015.

L'IMMOBILIERE INC.

— votre immeuble vacant

— votre société en commandite vous coûte cher

— vous n'obtenez plus un bon rendement sur votre placement

— vous avez un taux d'endettement ou de vacance trop élevé

Notre équipe de professionnels est là pour vous aider

Communiquez avec nous: Tel. (514) 529-4008 Fax: (514) 529-4020

148-2834 H 216

718 ARGENT DEMANDE

ACHETONS surplus, faillite, abandon d'affaires de tout genre, etc. 690-0488 - 1-429-3333 - fax: 1-225-0085

ASSOCIE demandé pour ensemble immobilier en pleine expansion. Jean René 652-7048.

CIE DE SERVICES MANAGERS établie, avec excellents contrats, recherche investisseurs sérieux, pour pouvoir prendre expansion, excellent taux de rendement. 671-6808

DISTRIBUTEURS à boissons alcoolisées. Route établie depuis 20 ans dans la région de Pointe-Claire-Dorval/Beaconsfield. 695-9866 après 18 h

GUIDES-SCIÉS circulaires, pour orfèvres et menuisiers, avec moule et brevet. Valeur 40 000 \$. Accepte meilleure offre. 326-6015.

L'IMMOBILIERE INC.

— votre immeuble vacant

— votre société en commandite vous coûte cher

— vous n'obtenez plus un bon rendement sur votre placement

— vous avez un taux d'endettement ou de vacance trop élevé

Notre équipe de professionnels est là pour vous aider

Communiquez avec nous: Tel. (514) 529-4008 Fax: (514) 529-4020

148-2834 H 216

INCORPORATION, taux très compétitifs. R. Moio 337-5176.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013

ANNONCES ENCADREES 285-7000

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

A 1 COMPTABILITE, tenue de livres de qualité, 669-9556

POOL-ALERT

Gerants de territoires, pour recruter et superviser des vendeurs (réseaux itinérants). Produits sans concurrence, publicités et la télévision. Opportunité lucrative. 279-5505

PRETS commerciaux aux PME. Pret personnel, consolidation de dettes. M. Rock, SFRA, 276-7232.

PROPRIETES à vendre, reprise de finance, 388-9154.

TRANSFERT D'IMAGES. Equipement pour la fabrication. Peut servir pour votre imprimerie plus inventaire au-delà de 50 000 dessins. Pret à être transféré. Inf. 1-819-583-2929

717 SERVICES SPECIALISES

INCORPORATION, taux très compétitifs. R. Moio 337-5176.

LE FICHIER CENTRAL DES SINISTRES AUTOMOBILES

est-ce que...?

Mis en place le 1^{er} juillet 1990 et administré par le Groupement des assureurs automobiles, le fichier central des sinistres automobiles (FCSA) a pour but de faire bénéficier les assurés automobilistes d'une tarification plus équitable.

Pour ce faire, le FCSA permet aux assureurs, au moment de l'émission ou du renouvellement d'une police d'assurance, de connaître l'expérience de conduite du demandeur et des autres conducteurs désignés, à des fins de classification et de tarification.



? Est-ce que je peux espérer une réduction de ma prime d'assurance dès cette année étant donné que je n'ai pas eu d'accident depuis plusieurs années?



? Qui fournira les informations consignées au Fichier?



? Outre mon assureur et moi-même, qui pourra consulter mon dossier?

Pour recevoir le dépliant sur le fichier central des sinistres automobiles, postez ce coupon-réponse au:

Service des communications
Groupement des assureurs automobiles
425, boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 900, Montréal (Québec) H3A 3G5

ou composez
(514) 288-1537
1-800-361-5131
pour les régions à l'extérieur de Montréal

Le fichier central des sinistres automobiles

une question d'équité

Mis en place et administré pour vous par le

groupement des assureurs automobiles

Nom

Adresse

Ville

Code postal

AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS — ENCANS

AVIS

Avis est par les présentes donne, conformément à l'article 1571-D du Code civil de la province de Québec, que Centre du Comptoir Moule de Boucherville inc. dont la principale place d'affaires dans la province de Québec est située dans le district judiciaire de Longueuil a transporté toutes ses créances et comptes de livres actuels et futurs à la Caisse populaire St-Sébastien de Boucherville, 778, rue Pierre-Viger, Boucherville (Québec) J4B 3V4 à titre de garantie, par acte portant la date du 26^e jour du mois de novembre 1987 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly le 27^e jour du mois de novembre 1987 sous le numéro 765897.

Date à Boucherville,
ce 21^e jour du mois de juin 1990
LA CAISSE POPULAIRE
ST-SEBASTIEN DE BOUCHERVILLE

AVIS

Conformément à l'article 94.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. 21) telle que modifiée par la loi modifiant la loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. 21), avis est donné que Les Entreprises de St-Vallier Inc., exerce pour ses services d'élimination des déchets au lieu d'enfouissement situé à St-Vallier, un tarif de \$15 du mètre cube compacté et de \$10 du mètre cube non compacté à compter du 10 août 1990.

La Commission municipale du Québec peut sur demande de toute personne ou municipalité, modifier ce tarif en tout ou en partie et également enquêter sur toute question relative à cette demande.

Une telle demande doit être formulée par écrit à l'attention de la Commission municipale dans les 45 jours suivant la date de publication du présent avis.

Une copie de ladite demande doit aussi être signifiée à l'adresse suivante:

Les Entreprises de St-Vallier Inc.
49, St-Ramé
St-Vallier (Québec)
J0L 1B0

ST-VALLIER, le 21 juin 1990
YVES LEBLANC, président

Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

DOSSIER: SJ00010

b/c St-Jean (Québec)

L'installation d'un système d'éclairage par projecteur pour les installations d'athlétisme du CMR

DATE DE FERMETURE:

MERCREDI, le 11 juillet 1990

DEPÔT POUR DOCUMENTS: \$50

Les soumissions, sous pli cacheté, pour le(s) projet(s) indiqué(s) ci-haut, seront reçues jusqu'à 3 h, p.m., heure locale, adressées au Gestionnaire régional, Politique et admin. des contrats, Travaux publics Canada - Complexe Guy-Favreau 200 ouest, boul. René-Levesque, Tour Est, 6^e étage, Montréal, (Québec) H2Z 1X4.

Les intéressés pourront se procurer les documents de soumission en s'adressant à notre Service des plans à Ottawa à l'adresse suivante: Construction de Défense (1951) Limitée, Immeuble Sir Charles Tupper, Promenade Riverside, aile «A», 3^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0K3 (téléphone 613-998-9549, ou fax 613-998-1061), et en déposant le montant indiqué.

Les plans, le devis et les documents de soumission peuvent être examinés aux bureaux de l'association des entrepreneurs à: Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, St-Jean, notre bureau régional à Montréal ainsi qu'au bureau des Travaux publics Canada à Montréal.

Canada

Appel d'offres

C-897

Travaux de plantation, de gazonnement, d'ensemencement et travaux connexes au Centre culturel, situé sur les lots P-140, P-143, P-144, P-147, P-148 et P-333, à Pierrefonds.

Approximativement 5 500 m² de surface.

Travaux de plantation, de gazonnement et travaux connexes au Sportplex, situé sur les lots 140-3, 143-2, 144-2, 147-2, 148-2, 332-2, 153-49 à Pierrefonds.

Approximativement 1 000 m² de surface.

Travaux de plantation et travaux connexes au parc Gravel, situé sur les lots 76-88, 77-61 et 77-9-104, et au parc Rive-Bois, situé sur les lots 150 et 152, à Pierrefonds.

Approximativement 400 m² de surface.

Travaux de construction de sentiers en poussière de pierre, de plantation et travaux connexes au parc Paquin, situé sur les lots P-37(3), 37-P-23 et 37-22, à Pierrefonds.

Approximativement 500 m² de surface.

La Ville de Pierrefonds demande des soumissions en duplicata, sous enveloppe cachetée marquée «soumission pour contrat C-897» et adressée au Greffier de la ville, monsieur Gabriel Legault, au 13665, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, Québec.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 11 heures, le mardi 3 juillet 1990 et ouvertes publiquement immédiatement.

Seules les soumissions sur les formulaires préparés par la Ville seront acceptées. Copies des plans et documents de soumission pourront être obtenues à notre service du Génie, au 13665, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds (téléphone 620-5111, poste 332), moyennant un dépôt non remboursable de cinquante dollars (\$50).

La Ville de Pierrefonds exige que la personne responsable des travaux de plantation, de gazonnement et d'ensemencement soit membre en règle du REGROU PLANTISTES D'ENTREPRISES PAYSAGISTES CERTIFIÉES DE L'ASSOCIATION PAYSAGE QUÉBEC (catégorie II).

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou sur une caisse populaire, payable à l'ordre de la Ville de Pierrefonds, ou d'un cautionnement de soumission pour un montant au moins égal à dix pour cent (10%) du total de chaque soumission. Cette même garantie d'exécution doit être accompagnée d'une lettre d'intention acceptant de fournir une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services, le cas échéant.

La Ville de Pierrefonds ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, sans obligation de sa part. Elle se réserve en outre le droit de rejeter toutes les soumissions reçues ou d'omettre du contrat, avant qu'il ne soit signé, une ou plusieurs parties du bordereau de prix, si elle le juge à propos, sans responsabilité quelconque envers les soumissionnaires.

Le Greffier
Gabriel Legault

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages C 8 et D 13

Rabais sur la Voie maritime

L'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent met à l'essai un programme de rabais des péages de 50 p. cent pour trois mois. Cette mesure vise à augmenter l'utilisation du réseau Voie maritime-Grands Lacs durant les mois d'été moins achalandés. Le rabais sera accessible aux types de cargaisons descendantes qui n'ont pas utilisé les écluses de la Voie maritime au cours des trois dernières années, ou celles qui n'ont pas excédé cinq p. cent de la moyenne du trafic acheminé à leurs destinations durant la même période. La cargaison doit cependant être de 1000 tonnes et plus, pour les navires transitant sur le canal Welland et la section Montréal-lac Ontario, du premier juillet au 30 septembre 1990.



L'Audi 100.

Une occasion unique d'acquérir une de ces superbes berlines soigneusement conduites par des cadres.

Très bas kilométrage pour seulement **29 995\$**

Automobiles E. Lauzon

1384, boul. LABELLE - 430-1460

Blainville

NOUVEAUX ASSOCIÉS

Walter S. McKall
J. Douglas Foster
Neil H. Stevenson
C. Perry Spitznagel

Cheryl L. Daniel
James A. D'Andrea
Blair C. Yorke-Slader
Loyola G. Keough

Bennett Jones Verchère a le plaisir d'annoncer que ces huit personnes sont maintenant associées au sein de son cabinet.

La gamme complète des services juridiques spécialisés, offerts par Bennett Jones Verchère, comprend les ressources énergétiques et naturelles, la fiscalité, la finance et le commerce dans les entreprises, l'environnement, le règlementation, le commerce international, le règlement des litiges, le droit immobilier et successoral.

Bennett Jones Verchère
AVOCATS et PROCUREURS

Calgary • Edmonton • Saskatoon • Toronto • Ottawa • Montréal • Taipei

MOINS 20% À 30% RAJEUNISSEZ VOTRE CHAMBRE À MOINDRES FRAIS!

COLLECTION

Profile

RÉDUCTIONS
RÉDUCTIONS

1. Passez aujourd'hui pour avoir le meilleur choix parmi les motifs et les couleurs discontinués. Luxueuse percale de coton et polyester à 200 fils au pouce carré.

Draps, droits ou housse 1 place à très grand. Prix courant Eaton 21.99 à 62.99

1747 à 4997 ch.

Taies, standard Prix courant Eaton 25.99

1997 la paire

Taies, très grand Prix courant Eaton 28.99

2197 la paire

Édredons réversibles 1 place à très grand. Prix courant Eaton 85.99 à 169.99

6797 à 13597 ch.

Couvre-oreillers classiques Standard à très grand. Prix courant Eaton 21.99 à 30.99

1747 à 2397 ch.

Housses de couette réversibles Fermeture latérale à glissière. 1 place à très grand. Prix courant Eaton 64.99 à 119.99

4997 à 9597 ch.

Jupons de lit droits 1 place à très grand. Prix courant Eaton 39.99 à 69.99

3197 à 5597 ch.

Coussins Prix courant Eaton 29.99

2397 ch.

30% de rabais! Couvertures Profile

2. Tissage de pure laine vierge avec bordure de velours tout le tour.

Dim. approx. Prix courant Ch. Eaton

1 place (165 x 230 cm) 79.99 55.99

2 places (200 x 230 cm) 89.99 62.99

Grand (230 x 230 cm) 109.99 76.99

30% de rabais! Accessoires Profile

3. Rideaux de douche «Illusion». Percale de coton et polyester résistant à l'eau; ne requiert pas de doublure.

Prix courant Eaton 45.99

3199 ch.

4. Serviettes «Zone». Coton et polyester au tissage jacquard. Éponge bouclée des deux côtés.

Dim. approx. Cour. Eaton Ch.

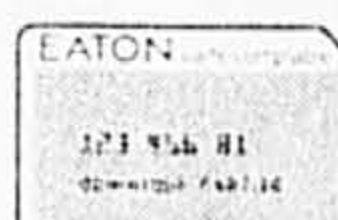
De bain (60 x 116 cm) 12.99 8.99

Essuie-main (40 x 66 cm) 7.99 5.59

Débarbouillette (33 x 33 cm) 4.99 3.49

Vendus à tous les magasins Eaton. Rayons 336, 436.

Choix incomplet de modèles, formats et couleurs dans certains magasins. Achats en personne seulement.



Credit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa et MasterCard sont aussi acceptées.

EATON

Nous sommes... le grand magasin du Canada